



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

28-06-2017

Stopper la casse et engager la lutte politique

Mercredi 28 juin, le gouvernement Macron met en œuvre toute une série de mesures dirigées exclusivement contre les travailleurs.

Ces mesures font écho aux exigences du Medef que P. Gattaz rappelle dans le journal « les Échos » du lundi 26 juin sous le titre « réinventer un capitalisme à la française ». (Comme s'il existait une spécificité nationale du capitalisme). Que dit-il dans cet article ? D'abord, il se félicite de la « victoire » de Macron : « un vent de renouveau souffle sur la politique française et c'est une bonne nouvelle ». Et pour cause, le Medef s'est acharné à favoriser l'élection de Macron car l'image d'une politique « ni droite, ni gauche » mais entièrement consacrée aux intérêts du capital devenait la solution pour se démarquer des cinq années de la politique menée par Hollande et son équipe, rejetée massivement par les Français.

Gattaz se réjouit, mais il craint pire que tout que les luttes se développent. « Il faut faire confiance » (au gouvernement Macron) dit-il, « ça sera certainement le plus difficile dans notre société parfois défiante. Et pourtant, c'est bien la confiance qui

doit être au cœur de la réforme du droit du travail à venir », ajoute-t-il.

C'est un soutien à la casse du code du travail voulue depuis toujours par le patronat que Macron veut engager, sans parler des autres « réformes » à venir, toutes pour supprimer les acquis sociaux et accentuer l'exploitation du travail.

Et Gattaz veut aller plus loin : « en tant qu'institution patronale, une partie de notre rôle restera celui de vigie et d'aiguillon dans l'élaboration et la mise en œuvre des réformes », autrement dit le capital veut tout diriger, ce qui est déjà le cas, mais il veut aussi tout maîtriser ce qui est plus compliqué face au rapport des forces sociales. C'est pourquoi il propose un financement des organisations syndicales, « partenaires sociaux » dans le texte, et du paritarisme pour « évoluer vers un syndicalisme patronal et syndical d'adhésion et de service ».

Tout est dit, les grands groupes capitalistes possèdent le pouvoir économique, il faut appliquer la politique qu'ils exigent au travers des hommes qu'il met en place, ils veulent aujourd'hui comme hier en maîtriser la mise en œuvre dans une politique de « dialogue social », de « paix sociale » pour que tout se passe bien et pour cela il faut l'allégeance des organisations syndicales.

Les élections présidentielles et législatives ont démontré le profond rejet de la politique qui a été menée par Hollande et son équipe, mais aussi le rejet de la politique à venir. Les taux d'abstention, la masse des bulletins blancs et nuls n'ont jamais été aussi élevés depuis que la « démocratie » mise en place par la bourgeoisie existe.

Les luttes sociales n'ont pas cessé pendant les campagnes électorales, elles se poursuivent aujourd'hui et ne peuvent que se développer, malgré la tentative de les freiner par la restriction des libertés. (Répression antisyndicale, état d'urgence permanent...)

La CGT, suite au succès des rassemblements du mardi 27 juin, appelle à une journée de grève dans toutes les entreprises et services le 12 septembre. C'est la bonne voie pour stopper les exigences du patronat. C'est indispensable pour conquérir des droits, pour répondre aux revendications. Les organisations syndicales ont ce rôle à jouer : fédérer les luttes, les organiser, les structurer pour satisfaire les revendications.

Mais la question du pouvoir politique reste posée : qui dirige ?, Qui impose la politique ? Les équipes mises en place depuis des décennies ont toujours été au service du capital, les luttes sociales aussi puissantes soient-elles n'ont jamais supprimé le capitalisme, elles l'ont fait reculer, souvent avec de grandes avancées sociales.

Pour avoir les moyens d'une politique de développement économique et sociale au service du peuple, il faut avoir le pouvoir économique, financier, le pouvoir politique. Il faut donc l'arracher aux multinationales capitalistes afin d'avoir le moyen de prendre les décisions nécessaires pour l'immédiat et pour l'avenir de la société.

Il faut donc aller plus loin, supprimer le capitalisme, l'éradiquer de la société française est la seule perspective durable et crédible pour mettre fin à l'exploitation du travail par le capitalisme.

Pour y parvenir il faut mener la lutte politique pied à pied pour faire reculer le capital jusqu'à l'abattre. C'est à cette lutte qu'appelle notre Parti, à laquelle il consacre toute son énergie. Il appelle à s'unir tous ensemble pour la mener.

L'idée de construire une société au service du peuple gérée par le peuple, notre Parti Révolutionnaire Communistes est le seul à la porter. Aucun autre parti, aucun mouvement n'a cet objectif.

Plus cette idée sera partagée, plus notre parti sera fort et plus nous nous rapprocherons d'une société débarrassée du capital.

Les luttes sociales, font reculer le capital, elles imposent des revendications, des conquêtes sociales. Mais le capitalisme est toujours là, il veut reprendre ce qu'il a dû concéder et aller encore plus loin. Seule la lutte politique pose la question du type de société à construire. Nous proposons d'abattre le capitalisme pour construire le socialisme. Nous existons pour cela, venez partager cette perspective avec nous.